



Delegation of Canada
to the OSCE

Délégation du Canada
auprès de l'OSCE

**STATEMENT BY AMBASSADOR VÉRONIQUE PEPIN-HALLÉ
UNDER AGENDA ITEM:**

The Russian Federation's ongoing aggression against Ukraine

1568th MEETING OF THE PERMANENT COUNCIL

11 June 2026

Mr. Chair,

We draw the Permanent Council's attention to the continued unlawful detention by the Russian Federation of three OSCE officials Vadym Golda, Maksym Petrov, and Dmytro Shabanov.

Maksym Petrov served as an interpreter, and Vadym Golda and Dmytro Shabanov served as security assistants in the Special Monitoring Mission, or SMM.

All three were OSCE officials serving under a political mandate agreed by all participating States, including the Russian Federation. All three were detained, while the previous Secretary General confirmed that the OSCE had not waived their immunities at the time of their arrest.

Margarita Shabanova, Dmytro's wife, said Dmytro believed that "international service could protect lives and make the world a little more just." He is said to have loved his job.

Mr. Chair,

Our three colleagues have now been held for four years under conditions that remain deeply concerning.

Both Dmytro Shabanov and Maksym Petrov are reported to have been tortured by interrogators. Dmytro Shabanov is reported to have been beaten during interrogations until he lost consciousness. Maksym Petrov is known to have health issues which have worsened under detention conditions. Both have signed confessions under coercion.

All three have been subjected to so-called "legal proceedings" by authorities of the Russian occupation, which lack credibility, transparency, and any basis in international law.

Mr. Chair,

The OSCE is an organization distinguished by its ability to put peace into practice through its presence in the field. That is precisely what these officials were doing when they were detained.

Their continued detention is an attack on the OSCE's greatest strength, namely its ability to translate shared commitments into practical action on the ground. When officials carrying out an agreed OSCE mandate are detained for doing their jobs, the Organization's capacity to operate effectively in the field is called into question.

If OSCE staff can be unlawfully detained, prosecuted, and imprisoned for simply carrying out their mandate, what message does that send about this Organization's ability to act effectively? We urge all participating States to keep this in mind when discussing the evolution of our field work.

Monsieur le Président,

Il s'agit d'un défi institutionnel pour nous tous.

L'OSCE repose sur la confiance que les États participants honoreront leurs engagements, respecteront leurs obligations et permettront à l'OSCE d'exercer ses activités en toute sécurité.

Les actions de la Russie ont brisé cette confiance et créé un précédent dangereux qui met en péril l'ensemble du personnel de l'OSCE, tout en affaiblissant la seule plateforme restante de dialogue et de coopération en matière de sécurité dans cette région. Même à un moment où le dialogue est extrêmement difficile, nous nous devons de le préserver et de protéger les institutions qui le rendent possible.

Le Canada demande donc, une fois de plus, la libération immédiate et inconditionnelle des trois fonctionnaires de l'OSCE détenus.

Monsieur le Président,

Ce cas ne peut pas être considéré de manière isolée.

Il s'inscrit dans un schéma plus large dont nous sommes témoins depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie : un mépris flagrant du droit international et une érosion des normes établies. Celles-ci comprennent la protection du personnel agissant dans le cadre de mandats internationaux, la capacité des travailleurs humanitaires à acheminer l'aide en toute sécurité, et l'attente que les diplomates et le personnel international puissent s'acquitter de leurs fonctions sans craindre pour leur vie.

Nous ne pouvons pas laisser ces principes fondamentaux être vidés de leur substance. Les actions de la Russie abaissent systématiquement la barre.

Même dans le contexte plus large de l'agression russe, la détention des fonctionnaires de l'OSCE apparaît comme particulièrement cynique, car elle vise directement les mécanismes conçus pour prévenir les conflits et soutenir la paix.

Monsieur le Président,

Nous exhortons la présidence suisse à poursuivre ses efforts pour obtenir la libération immédiate et inconditionnelle des trois responsables de l'OSCE détenus, comme l'ont fait les présidences précédentes.

Nous encourageons également le Secrétaire général à intensifier ses démarches afin d'assurer leur libération. Il s'agit d'une question urgente qui touche directement à la crédibilité de notre organisation.

Nous exprimons notre solidarité envers leurs familles et leurs proches, qui continuent de vivre la douleur et l'incertitude liées à leur détention prolongée. Le Canada demeure fermement engagé à plaider pour leur libération et poursuivra ses efforts jusqu'à ce qu'ils puissent retrouver les leurs en toute sécurité.

Nous ne nous laisserons pas réduire au silence et nous ne permettrons pas que cette question grave soit minimisée ou détournée par des accusations de politisation.

Je vous remercie.